

*Direction générale de l'aviation civile***Arrêté du 27 juin 2006 fixant la nouvelle répartition des sièges au sein du comité technique paritaire spécial du service de la navigation aérienne océan Indien**NOR : *EQUA0612313A*

Le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 9 mai 2005 portant création de comités techniques paritaires de la direction générale de l'aviation civile et à l'Ecole nationale de l'aviation civile,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>

Les représentants du personnel au sein du comité technique paritaire spécial de l'organisme de circulation aérienne de Corse sont désignés par les organisations syndicales conformément au tableau suivant :

| <b>ORGANISATIONS SYNDICALES</b> | <b>NOMBRE DE REPRÉSENTANTS</b> |
|---------------------------------|--------------------------------|
| SNCTA                           | 1 titulaire<br>1 suppléant     |
| UNSA                            | 1 titulaire<br>1 suppléant     |
| FO                              | 1 titulaire<br>1 suppléant     |
| USAC/CGT                        | 1 titulaire<br>1 suppléant     |

## Article 2

Les dispositions de l'arrêté du 26 octobre 2005 fixant la répartition des sièges des représentants du personnel au sein de l'instance susvisée sont abrogées.

## Article 3

Les organisations syndicales disposent d'un délai d'un mois pour procéder à la désignation des représentants du personnel.

Fait à Paris, le 27 juin 2006.

Pour le ministre et par délégation :

Pour le directeur, secrétaire général  
de la direction générale de l'aviation civile  
Pour le sous-directeur de la réglementation  
et de la gestion des personnels :

*La chef du bureau de la réglementation des personnels et du dialogue  
social,*

Maryse de Buchy